



EXTRAIT : QUESTION N° 04

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 20 décembre 2024

Séance du 18 décembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 12

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 13 décembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LEGAGNE – Monsieur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Monsieur HEISSAT – Madame MERCIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Mr LURTON – Madame KRAUSS, excusée – Madame GUERIN, excusée – Monsieur LEFILLEUL, excusé – Madame VEYRIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

DIRECTION CCAS

04 - PERSONNEL Régime des astreintes

Par délibération en date du 26 juin 2018, le Conseil d'Administration du CCAS avait approuvé la mise en place de trois astreintes :

- L'astreinte de sécurité du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) ;
- L'astreinte de sécurité du pôle petite enfance et parentalité ;
- L'astreinte de sécurité des résidences autonomie.

Depuis cette date :

- Le Conseil d'Administration a approuvé, après avis du Comité Social Territorial, le rattachement de l'astreinte du pôle petite enfance et parentalité du CCAS au régime des astreintes de la Collectivité (Direction de la Famille et de la Parentalité de la Ville de Saint-Malo) par délibération du 27 juin 2023.
- Le Conseil d'Administration a approuvé le principe de l'externalisation du SAAD par délibération du 24 juin 2024, ce qui implique la suppression de l'astreinte dédiée à ce service avec effet au 1^{er} janvier 2025.

La mise en œuvre de la réorganisation des résidences autonomie nécessite de modifier la liste des agents en charge de l'astreinte de sécurité des résidences autonomie, auparavant opérée par roulement entre les deux directrices de résidence.

A compter du 1^{er} janvier 2025, elle sera assurée, par roulement entre 3 intervenantes, à savoir la directrice des résidences (poste RA 201) et les deux assistantes administratives (postes RA 131 et RA 231).

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'Administration,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 novembre 2024,

Après avoir délibéré,

APPROUVE

Les modifications du régime des astreintes de la collectivité telles qu'exposées ci-avant.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 13 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**